



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
16 ΙΟΥΝΙΟΥ 1984

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
87

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

1450. Κύρωση Σύμβασης δικαστικής αρωγής σε αστικές και ποινικές υποθέσεις μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας. 1
1451. Κύρωση Συμφωνίας επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας. 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1450

Κύρωση Σύμβασης δικαστικής αρωγής σε αστικές και ποινικές υποθέσεις μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

Ἄρθρο πρῶτο.

Κυρώνεται καὶ ἔχει τὴν ἐσχὺ πὺλ ὁρίζει τὸ ἄρθρο 28 παρ. 1 τοῦ Συντάγματος ἡ Σύμβαση δικαστικῆς ἀρωγῆς σὲ ἀστικές καὶ ποινικὲς ὑποθέσεις μεταξύ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας, πὺλ ὑπογράφτηκε στὴν Ἀθήνα στίς 2 Ἰουνίου 1981, τῆς ὁποίας τὸ καίμενο, σὲ πρωτότυπο στή γαλλικὴ γλῶσσα καὶ σὲ μετάφραση στήν ἑλληνική, ἔχει ὡς ἐξῆς:

CONVENTION

entre la République Hellénique et la République Arabe Syrienne relative à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale

Le Président de la République Hellénique et

Le Président de la République Arabe Syrienne

Considérant l'amitié étroite et durable entre les deux pays et désireux de renforcer leur coopération par l'établissement d'une collaboration efficace dans le domaine des rapports judiciaires.

Ont décidé de conclure la présente Convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale et, à cette fin, ont désigné comme leurs plénipotentiaires;

Le Président de la République Hellénique S.E.M. George Stamatis, Ministre de la Justice

Le Président de la République Arabe Syrienne S.E.M. Khaled Malki, Ministre de la Justice lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

1. Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, du même traitement que les ressortissants de cette dernière en matière judiciaire. Dans ce but, ils auront libre accès auprès des Tribunaux et autres instances judiciaires et pourront ester en justice dans les mêmes conditions et dans les mêmes formes que les nationaux.

2. Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aussi aux personnes juridiques constituées conformément aux lois de la Partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve leur siège.

Article 2

Il ne pourra être imposé aux ressortissants de chacune des Parties contractantes, qui comparaissent devant les autorités judiciaires de l'autre Partie contractante, ni caution, ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, à raison de leur seule qualité d'étranger, ou à raison du seul défaut de domicile ou de résidence sur le territoire de cette autre Partie.

Article 3

En vue de l'application des dispositions de la présente Convention et sauf stipulation contraire, les autorités judiciaires de deux Parties contractantes communiquent entre elles par l'intermédiaire de leurs Ministères de la Justice. Toutefois, la voie diplomatique n'est pas exclue.

Article 4

Les demandes d'entraide judiciaire de même que les actes annexés à celles-ci seront rédigés dans la langue de la Partie requérante et seront accompagnés d'une traduction officielle certifiée.

Article 5

Les Ministères de la Justice des Parties contractantes procéderont réciproquement, sur demande, à des échanges d'informations visant à l'application de la présente Convention ainsi qu'au droit en vigueur dans leurs pays respectifs.

CHAPITRE II

EXECUTION DE L'ENTRAIDE JUDICIAIRE

Article 6

1. Les Parties contractantes s'engagent à s'accorder

mutuellement l'entraide judiciaire dans les affaires civiles et pénales.

2. L'entraide judiciaire s'exerce par l'accomplissement d'actes déterminés de procédure, et notamment transmission de documents, perquisitions, saisis et remise de pièces à conviction, expertise, interrogatoire d'inculpés et d'accusés, audition de parties, de témoins et d'experts, ainsi que visite judiciaire des lieux.

Article 7

Les Parties contractantes, sous réserve des dispositions relatives à l'extradition, effectueront les transmissions des actes et des commissions rogatoires en matière de droit civil et pénal par l'intermédiaire des Ministères de la Justice.

Les dispositions de l'alinéa précédent n'excluent pas pour Parties contractantes, la possibilité de remettre directement par leurs missions diplomatiques ou leurs postes consulaires tous les actes judiciaires ou extra-judiciaires destinés à leurs ressortissants, à condition que ceux-ci acceptent de les recevoir.

Article 8

La demande d'entraide judiciaire devra contenir les indications suivantes:

a) L'autorité dont émane la demande;
b) l'objet et le motif de la demande;
c) dans la mesure du possible, l'identité et la nationalité de la personne en cause, sa qualité, son occupation, son domicile ou sa résidence; pour les personnes juridiques, leur dénomination et leur siège.

d) le nom, prénom et adresse du destinataire, s'il y a lieu;

e) le nom, prénom et adresse des représentants des parties, s'il y a lieu;

f) les données nécessaires quant à l'objet de la demande, les circonstances nécessitant l'administration des preuves et, selon le cas, les questions devant être posées aux témoins et aux experts;

g) pour les commissions rogatoires en matière pénale, la demande mentionnera en outre l'inculpation et contiendra exposé sommaire, mais suffisamment clair des faits.

Article 9

L'autorité judiciaire requise transmet les actes conformément aux dispositions légales en vigueur dans son Etat, et seulement si ces actes sont accompagnés d'une traduction certifiée. Dans le cas contraire, elle remettra les actes au destinataire si ce dernier accepte de les recevoir.

Article 10

1. Si l'adresse de la personne qui doit être appelée à témoigner ou à recevoir un acte n'est pas indiquée avec précision ou si elle est inexacte, l'autorité requise devra établir l'adresse dans la mesure du possible.

2. Si l'autorité requise n'est pas compétente pour exécuter la demande, elle la transmettra, d'office, à l'autorité compétente et en informera l'autorité requérante.

Article 11

1. Pour exécuter une commission rogatoire, l'autorité requise applique les dispositions législatives en vigueur dans son Etat. Cependant, l'autorité requise peut, sur demande de la Partie contractante requérante, appliquer les dispositions de procédure de cette dernière pour autant qu'elles ne sont pas contraires à la législation de la Partie requise.

2. A la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise portera en temps utile à la connaissance de l'autorité requérante le lieu et la date d'exécution de la commission rogatoire.

3. La preuve de la remise des actes sera dressée conformément à la législation de la Partie requise.

Article 12

Si la demande d'entraide judiciaire n'a pas pu être satisfaite, la Partie requise en fera connaître immédiatement le motif à la Partie requérante tout en restituant la demande et les pièces à l'appui qui l'accompagnent.

Article 13

1. Les frais causés par l'exécution des demandes d'entraide judiciaire ne seront pas remboursés entre les Parties contractantes, à l'exception de la rémunération des experts et d'autres frais occasionnés par l'exécution des expertises.

2. Le montant et la nature des frais seront communiqués à l'autorité judiciaire requérante.

Article 14

1. L'entraide judiciaire peut ne pas être accordée:
a) Si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de son pays.

b) Si la demande en matière pénale se rapporte:
1) aux infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun; 2) à des infractions considérées par la Partie requise soit comme des infractions politiques, soit comme des infractions connexes à des infractions politiques.

2. En matière pénale, si l'entraide judiciaire consiste à l'exécution de commissions rogatoires aux fins de perquisition ou saisie, il faut que l'infraction motivant la commission rogatoire soit punissable selon la législations des deux Parties contractantes.

CHAPITRE III

ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE DISPENSES ET REDUCTIONS DE TAXE

Article 15

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie dans la même mesure et dans les mêmes conditions des bénéfices de l'assistance judiciaire gratuite, des dispenses et des réductions des frais judiciaires et/ou des taxes de timbre accordés aux ressortissants de cette dernière en raison de leur situation matérielle.

Article 16

1. L'attestation relative à la situation matérielle nécessaire pour obtenir les bénéfices prévus à l'article 15, sera délivrée par l'autorité compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la personne intéressée a son domicile ou sa résidence.

2. Si l'intéressé réside dans un Etat tiers, l'attestation ci-dessus sera délivrée par la mission diplomatique ou le poste consulaire territorialement compétent.

Article 17

L'autorité judiciaire à laquelle sera sollicitée l'assistance judiciaire gratuite et les bénéfices prévus à l'article 15, se prononce conformément aux lois de son Etat et peut demander, à titre complémentaire, des informations auprès des autorités de l'Etat dont l'intéressé est ressortissant.

Article 18

1. Si les ressortissants de l'une des Parties contractantes, domiciliés ou ayant leur résidence sur le territoire de l'autre Partie, désirent profiter devant une autorité judiciaire de la Partie contractante dont ils sont ressortissants des bénéfices prévus à l'article 15, ils pourront le demander à l'autorité judiciaire compétente de leur domicile ou de leur résidence, conformément aux lois de cet Etat.

2. L'autorité judiciaire à laquelle sera adressée la demande de la personne concernée, doit se charger de la traduction de la demande, de l'attestation prévue à l'article 16 et, le cas échéant, d'autres pièces à l'appui qui seront produites.

3. L'autorité judiciaire saisie conformément au paragraphe 1 du présent article de la demande ci-dessus, l'ouvrera avec l'attestation prévue à l'article 16 et toutes les pièces à l'appui qui seront produites, à l'autorité judiciaire compétente de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE IV

PROTECTION DES TEMOINS ET EXPERTS

Article 19

Si une personne, quelle que soit sa nationalité, comparait après avoir été citée devant les autorités judiciaires de la Partie requérante comme témoin ou expert, elle ne pourra être sur le territoire de cette Partie, poursuivie, arrêtée ou détenue, ni soumise à aucune autre restriction de sa liberté individuelle, pour l'infraction formant l'objet du procès dans lequel elle a été citée ou pour une autre infraction commise avant son départ du territoire de la Partie requise, pas plus qu'à cause de sa déposition dans le dit procès.

Article 20

1. L'immunité prévue à l'article précédent cessera lorsque le témoin ou expert, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante pendant vingt (20) jours consécutifs après que les autorités judiciaires lui ont fait connaître que sa présence n'était plus nécessaire, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera retourné, après l'avoir quitté. Dans le calcul de ce délai n'est pas compris le temps pendant lequel le témoin ou expert n'était pas en mesure, pour des raisons indépendantes de sa volonté, de quitter le territoire de la Partie requérante.

2. Les indemnités de déplacement et de séjour des témoins ou experts sont à la charge de la partie requérante les autorités consulaires de la Parties requérante doivent avancer au témoin ou expert, sur sa demande, tout ou partie des frais de voyage.

CHAPITRE V

RECONNAISSANCE ET EXECUTION DES DECISIONS JUDICIAIRES ET ARBITRALES

Article 21

Chacune des Parties contractantes s'engage à reconnaître et à rendre exécutoires sur son territoire les jugements ci-dessous rendus sur le territoire de l'autre Partie contractante et devenus exécutoires conformément à la loi de cette Partie :

- Les décisions judiciaires passées en force de chose jugée rendues en matière civile;
- Les décisions judiciaires passées en force de chose jugée rendues en matière pénale quant à la réparation des dommages et à la restitution des biens;
- Les transactions judiciaires en matière civile.

Article 22

Les décisions judiciaires mentionnées à l'article précédent seront reconnues et rendues exécutoires sur le territoire de la Partie contractante où la reconnaissance ou l'exécution est demandée dans les conditions suivantes:

a) lorsque, selon le droit de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la décision doit être reconnue ou exécutée, l'autorité judiciaire de cette dernière n'est pas exclusivement compétente pour juger l'affaire;

b) lorsque, par la reconnaissance ou l'exécution de la décision judiciaire, il ne sera pas porté atteinte aux principes fondamentaux de la législation ou à l'ordre public de la Partie sur le territoire de laquelle la reconnaissance ou l'exécution doit avoir lieu;

c) lorsque, dans la même cause, une décision passée en force de chose jugée entre les mêmes parties, sur le même objet et ayant le même fondement n'a pas été rendue antérieurement par une autorité judiciaire de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la décision doit être reconnue ou exécutée;

d) lorsque la partie succombante au procès n'a pas comparu ou a fait défaut, bien qu'elle ait été dûment citée devant les autorités judiciaires compétentes suivant la procédure de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la décision a été rendue.

Article 23

1. La demande visant à reconnaître ou à rendre la décision exécutoire peut être déposée directement par la partie intéressée devant l'autorité judiciaire compétente de la Partie sur le territoire de laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée.

2. Devront être annexées à la demande:

a) une copie certifiée de la décision judiciaire ou de la transaction judiciaire, ainsi qu'une attestation certifiant que cette décision est exécutoire et passée en force de chose jugée, si ces éléments ne résultent pas de la décision elle-même;

b) une attestation certifiant que la partie succombante n'ayant pas participé au procès, a été dûment citée selon la législation de la Partie sur le territoire de laquelle la décision a été rendue;

c) la traduction des actes mentionnés aux alinéas a et b, ainsi que la traduction de la demande si elle n'a pas été rédigée dans la langue de la Partie sur le territoire de laquelle la décision doit être reconnue ou exécutée.

3. L'exequatur est accordé par l'autorité compétente de la Partie sur le territoire de laquelle l'exécution doit avoir lieu et conformément à la procédure que la loi de cette Partie prévoit.

Article 24

L'autorité judiciaire saisie de la demande visant à reconnaître ou à rendre la décision exécutoire se limitera à établir l'existence des conditions prévues à l'article 22; si ces conditions sont réunies, cette autorité accordera la reconnaissance ou l'exécution.

Article 25

Les autorités de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution a lieu procéderont à l'exécution conformément à leur propre loi, à moins de dispositions contraires de la présente Convention.

Article 26

Les décisions judiciaires passées en force de chose jugée de l'une Parties contractantes dans les causes relatives au statut personnel de ses propres ressortis-

sants sont reconnues et ont des effets sur le territoire de l'autre Partie sans aucune procédure de reconnaissance.

Article 27

1. Lorsque l'une des parties au procès, dispensée de déposer une garantie au sens de l'article 2 de la présente Convention, est obligée par jugement passé en force de chose jugée de payer les frais de justice à l'autre partie, ce jugement sera exécuté sur demande gratuitement sur le territoire de l'autre Partie.

2. En ce qui concerne le recouvrement des frais de justice avancés par l'Etat et des taxes dont la partie a été déchargée, l'instance de la Partie contractante sur le territoire de laquelle a pris naissance l'obligation de paiement demandera à l'instance compétente de l'autre Partie contractante de poursuivre la récupération de ces frais et taxes. La somme perçue sera mise à la disposition de la mission diplomatique ou du poste consulaire de l'autre Partie contractante.

3. Aux demandes prévues aux paragraphes 1 et 2, devront être annexées une copie certifiée de la partie du jugement relative au montant des frais de justice et taxes, une attestation certifiant que le jugement est passé en force de chose jugée et une traduction de ces actes.

4. L'instance qui autorise l'exécution des décisions prévues aux paragraphes 1 et 2 se limite à la seule vérification des éléments attestant que la décision est exécutoire et passée en force de chose jugée.

Article 28

Chacune des Parties contractantes reconnaîtra et autorisera l'exécution sur son territoire des sentences arbitrales en matière commerciale, rendues sur le territoire de l'autre Partie, conformément à la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, signée à New York, le 10 juin 1958.

Les sentences arbitrales en matière civile rendues sur le territoire de l'une des Parties contractantes, seront reconnues et pourront être exécutées sur le territoire de l'autre Partie sous les conditions des articles 22 et 23, et dans la mesure où ces conditions sont applicables aux sentences arbitrales.

Article 29

L'application des dispositions relatives à l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des transactions judiciaires ne peut porter atteinte aux dispositions légales des Parties contractantes relatives au transfert de sommes d'argent ou à la transmission de biens obtenus à la suite de l'exécution.

CHAPITRE VI
EXTRADITION

Article 30

1. Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement selon les règles et sous les conditions déterminées par les articles suivants et par les règles de procédure de leur droit interne, les individus qui, se trouvant sur le territoire de l'un des deux Etats, sont poursuivis pour une infraction ou recherchés aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté par les autorités judiciaires de la Partie requérante. L'extradition n'est admise que si le fait incriminé ou pour lequel l'individu a été condamné, motivant la demande d'extradition, est prévu comme infraction par les lois des deux Parties contractantes.

2. L'extradition en vue de poursuite n'est admise que si, conformément aux lois des deux Parties contra-

etantes, le fait que vise la demande est puni d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins un an ou d'une peine plus grave. Lorsque l'extradition est demandée aux fins de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, elle n'est admise que si la sanction prononcée est d'une durée d'au moins six mois.

3. Si la demande d'extradition vise plusieurs faits distincts punis chacun par la loi des deux Parties contractantes, mais dont certains ne remplissent pas la condition relative au taux de la sanction, la Partie requise aura la faculté d'accorder également l'extradition pour ces derniers.

Article 31

Ne peuvent être extradés :

a) Les personnes qui, à la date de la réception de la demande d'extradition, sont ressortissants de la Partie requise.

b) Les personnes ayant obtenu le droit d'asile sur le territoire de la Partie requise.

Toutefois la Partie requise s'engage, dans la mesure où elle a compétence pour les juger, à faire poursuivre ses propres nationaux qui auront commis sur le territoire de l'autre Partie des infractions punies comme crime ou délits dans les deux Etats, lorsque l'autre Partie lui adressera par voie diplomatique une demande de poursuite accompagnée des dossiers, documents, objets et informations en sa possession. La Partie requérante sera tenue informée de la suite qui aura été donnée à sa demande.

Article 32

1. L'extradition ne sera pas accordée dans les cas suivants :

a) Si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la Partie requise comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction.

b) Si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est exclusivement militaire ne constituant pas une infraction de droit commun.

c) Si l'individu dont l'extradition est demandée fait l'objet d'un jugement définitif de la part de la Partie requise pour le ou les mêmes faits motivant la demande d'extradition.

d) Si, d'après la législation soit de la Partie requérante soit de la Partie requise, la prescription de l'action ou de la peine est acquise au moment de la réception de la demande d'extradition.

e) Si l'infraction motivant l'extradition ayant été commise hors du territoire de l'Etat requérant, la législation de l'Etat requis n'autorise pas la poursuite d'une telle infraction commise hors de son territoire par un étranger.

f) Si le jugement de condamnation contre l'individu réclamé n'est pas exécutoire en raison d'une amnistie.

g) Si l'infraction motivant l'extradition a été commise en tout ou en partie sur le territoire de la Partie requise.

2. L'extradition peut ne pas être accordée :

a) Si la Partie requise poursuit l'individu réclamé pour le ou les mêmes faits à raison desquels l'extradition est réclamée, ou si les autorités compétentes de la Partie requise ont décidé de ne pas entamer des poursuites ou de mettre fin aux poursuites qu'elles ont entamées pour le ou les mêmes faits.

b) Si, selon la législation de l'une des Parties contractantes, le fait motivant la demande d'extradition constitue une infraction dont la poursuite ne peut être entamée que sur plainte de la Partie lésée.

c) Si l'individu réclamé a fait l'objet d'un jugement définitif dans un Etat tiers pour le ou les mêmes faits à raison desquels la demande est présentée et :

(i) que le jugement aura prononcé son acquittement ou

(ii) que la sanction infligée privative de liberté aura été entièrement purgée ou aura fait l'objet d'une amnistie ou d'une grâce portant sur la totalité ou sur une partie non exécutée ou

(iii) que le juge aura constaté la culpabilité de l'auteur de l'infraction sans prononcer des sanctions.

3. Si le fait, à raison duquel l'extradition est demandée, est puni de la peine capitale par la loi de la Partie requérante et que dans ce cas cette peine n'est pas prévue par la législation de la Partie requise, l'extradition pourra n'être accordée qu'à la condition que la Partie requérante donne des assurances jugées suffisantes par la Partie requise que la peine capitale ne sera pas exécutée.

Article 33

1. L'extradition peut être ajournée si l'individu dont l'extradition est demandée est impliqué dans un procès pénal ou doit purger une sanction privative de liberté infligée par une autorité judiciaire de la Partie requise. En cas d'ajournement, l'extradition ne peut avoir lieu qu'après la fin du procès pénal ou, dans le cas d'un jugement de condamnation, après que la peine aura été exécutée.

2. Dans le cas où l'ajournement arriverait à atteindre l'échéance du délai de prescription de l'action pénale ou pourrait occasionner de grandes difficultés pour l'établissement des faits, l'extradition temporaire pourra être accordée sous la condition expresse que la personne extradée sera retournée après l'accomplissement des actes de procédure pour lesquelles l'extradition a été accordée.

Article 34

1. L'individu qui aura été livré ne sera ni poursuivi, ni jugé, ni détenu en vue de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, ni soumis à toute autre restriction de sa liberté individuelle, pour un fait quelconque antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé l'extradition, sauf dans les cas suivants :

α) lorsqu'il existe un consentement préalable de la Partie requise;

b) lorsqu'ayant eu la possibilité de le faire, l'individu extradé n'a pas quitté le territoire de la Partie requérante dans un délai de 30 jours après sa relaxation définitive ou s'il y est retourné après l'avoir quitté; toutefois, n'est pas compris dans ce délai le temps pendant lequel la personne extradée n'a pas pu, pour des raisons indépendantes de sa volonté, quitter le territoire de la Partie requérante.

2. La Partie requérante pourra prendre des mesures nécessaires en vue d'une part d'un renvoi éventuel du territoire, d'autre part d'une interruption de la prescription conformément à sa législation, y compris la procédure par défaut.

3. Lorsque la qualification donnée au fait incriminé sera modifiée au cours de la procédure, l'individu extradé ne sera poursuivi ou jugé que dans la mesure où les éléments constitutifs de l'infraction nouvellement qualifiée permettraient l'extradition.

4. Sauf dans le cas prévu au paragraphe 1, alinéa b, du présent article, l'assentiment de la partie requise sera nécessaire pour permettre à la Partie requérante de livrer à un Etat tiers l'individu qui aura été remis et qui serait recherché par l'Etat tiers pour des infractions antérieures à la remise.

Article 35

La demande d'extradition ainsi que la réponse à celle-ci se feront par la voie diplomatique. Les autres actes se rapportant à l'extradition se feront conformément à l'Article 2 de la présente Convention.

Article 36

1. La demande d'extradition sera formulée par écrit et il sera produit à l'appui de celle-ci;

a) L'original ou l'expédition authentique soit d'une décision de condamnation exécutoire, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivré dans les formes prescrites par la loi de la Partie requérante.

b) Un exposé des faits pour lesquels l'extradition est demandée. Le temps et le lieu de leur perpétration, leur qualification légale, les références aux dispositions légales qui leur sont applicables, et la durée de la peine non exécutée, seront indiqués le plus exactement possible.

c) Une copie des dispositions légales applicables en l'espèce.

d) Le signalement aussi précis que possible de l'individu réclamé et tous autres renseignements de nature à déterminer son identité et sa nationalité.

2. Si les informations communiquées par la Partie requérante se révèlent insuffisantes pour permettre à la Partie requise de prendre une décision, cette dernière Partie demandera un complément d'informations nécessaires. L'autre Partie doit répondre à cette demande dans un délai n'excédant pas deux mois. Ce délai peut être prolongé encore de vingt jours pour des motifs fondés.

3. Si la Partie requérante ne présente pas le complément d'informations nécessaires dans le délai susdit, la Partie requise peut mettre en liberté la personne arrêtée.

Article 37

Lorsque les conditions de forme de l'extradition ont été remplies, la Partie requise, après avoir reçu la demande d'extradition, prendra sans retard les mesures d'arrestation de la personne réclamée, à l'exception des cas où, conformément à la présente Convention, l'extradition ne peut avoir lieu.

Article 38

1. En cas d'urgence, les autorités compétentes de la Partie requérante pourront demander l'arrestation provisoire de l'individu recherché. La demande d'arrestation provisoire indiquera l'existence d'une des pièces prévues au paragraphe 1, alinéa a, de l'article 36 et fera part de l'intention d'envoyer ultérieurement une demande d'extradition; elle mentionnera l'infraction pour laquelle l'extradition sera demandée, le temps et le lieu où l'infraction a été commise ainsi que, dans la mesure du possible, le signalement de l'individu recherché.

2. La demande d'arrestation provisoire sera transmise aux autorités compétentes de la Partie requise directement soit par la voie postale ou télégraphique, soit par l'Organisation Internationale de Police Criminelle (Interpol), soit par tout autre moyen laissant trace écrite. L'autorité requérante sera informée immédiatement de la suite donnée à sa demande.

3. L'arrestation provisoire pourra prendre fin si, dans le délai d'un mois après l'arrestation, la Partie requise n'a pas été saisie de la demande d'extradition et des pièces mentionnées à l'article 36. Ce délai pourra être prolongé de vingt jours, à la demande de la Partie requérante. Toutefois, la mise en liberté provisoire est

possible à tout moment, sauf pour la Partie requise à prendre toute mesure qu'elle estimera nécessaire en vue d'éviter la fuite de l'individu réclamé.

4. La mise en liberté ne s'opposera pas à une nouvelle arrestation et à l'extradition si la demande d'extradition parvient ultérieurement.

Article 39

1. La Partie requise fera connaître à la Partie requérante sa décision sur l'extradition. En cas de rejet total ou partiel prononcé par l'autorité judiciaire, les motifs de la décision seront communiqués à la Partie requérante. En cas d'acceptation, la Partie requérante sera informée du lieu et de la date de la remise de l'individu à extradier ainsi que de la durée de la détention subie par celui-ci en vue de l'extradition.

2. Sous réserve du cas prévu au paragraphe 3 du présent article, si l'individu réclamé n'a pas été reçu au lieu et à la date fixés, il pourra être mis en liberté à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de cette date. Dans ce cas, si la demande d'extradition est répétée, elle pourra être rejetée.

3. En cas de force majeure empêchant la remise ou la réception de l'individu à extradier, la Partie intéressée en informera l'autre Partie; les deux Parties se mettront d'accord sur une nouvelle date de remise et les dispositions du paragraphe 2 du présent article seront alors applicables.

Article 40

Si l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats, soit pour le même fait, soit pour des faits différents, la Partie requise décidera à quel Etat se fera l'extradition.

Article 41

Si l'individu extradé parvient à se soustraire aux poursuites pénales ou à ne pas comparaître en justice ou à ne pas exécuter la peine et s'il revient sur le territoire de la Partie requise, il pourra être extradé à nouveau. Dans ce cas, il n'est plus nécessaire que les pièces prévues à l'article 36 soient produites à l'appui de la demande.

Article 42

1. A la demande de la Partie requérante, la Partie requise saisira et transmettra, dans la mesure permise par sa législation, les objets :

a) qui peuvent servir de pièces à conviction dans le procès pénal;

b) qui proviennent avec évidence de l'infraction ou ont servi à sa perpétration.

2. La remise des objets visés au paragraphe 1 du présent article se fera contre reçu; elle sera aussi effectuée même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de l'évasion de l'individu réclamé.

3. Lorsque lesdits objets seront susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de la Partie requise, cette dernière pourra, aux fins d'une procédure pénale en cours, les garder temporairement ou les remettre sous condition de restitution.

4. Les droits que la Partie requise ou des tiers aient acquis sur ces objets sont toutefois réservés.

Si de tels droits existent, les objets seront, le procès terminé, restitués le plus tôt possible et sans frais à la Partie requise.

Article 43

1. Chacune des Parties contractantes autorise, à la demande de l'autre Partie, le transit à travers son territoire des personnes extradées à cette dernière par un Etat tiers.

La demande d'autorisation est alors transmise et traitée d'après les mêmes règles que la demande d'extradition.

2. Le transit des personnes dont l'extradition n'est pas accordée en vertu de la présente Convention pourra être refusé.

Article 44

Les frais d'extradition sont à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été effectués.

Les frais de transit sont à la charge de la Partie requérante.

Article 45

Les Parties contractantes s'informent mutuellement du résultat du procès pénal intenté contre les individus extradés. Si contre ces individus une décision de condamnation passée en force de chose jugée a été rendue, une copie de cette décision doit être envoyée.

Article 46

Chacune des Parties contractantes communiquera à l'autre des données concernant les décisions de condamnation passées en force de chose jugée, prononcées par ses autorités judiciaires contre des ressortissants de l'autre Partie; Ces empreintes digitales existantes des condamnés seront transmises en même temps.

Article 47

A la demande des autorités compétentes de l'une des Parties contractantes, seront fournies gratuitement par les autorités compétentes de l'autre Partie des informations sur les antécédents judiciaires pénaux des individus poursuivis ou mis en jugement sur le territoire de cette dernière Partie. La communication sera faite conformément à l'article 3 de la présente Convention.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

Article 48

1. Au sens de la présente Convention:

a) l'expression «mesure de sûreté» désigne toutes mesures privatives de liberté qui ont été ordonnées en complément ou en substitution d'une peine par sentence d'une juridiction pénale;

b) l'expression «en matière civile» comprend également le droit commercial et familial et le statut personnel;

c) l'expression «autorité judiciaire» ou «instance judiciaire» indique toute autorité ou juridiction à qui il appartient de connaître, d'arranger ou de juger les causes civiles, familiales et pénales, conformément aux lois de son Etat.

2. Lorsque les dispositions de la présente Convention exigent une traduction des demandes et des pièces à l'appui ou d'autres actes et documents, celle-ci sera faite dans la langue de la Partie requise ou en langue française.

Article 49

1. La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Damas.

2. La présente Convention pourra être dénoncée par chacune des Parties contractantes. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par l'autre Partie contractante.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes le 2 juin 1981, en deux exemplaires originaux, en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour la République
Hellénique
GEORGES STAMATIS

Pour la République
Arabe Syrienne
KHALED MALKI

ΣΥΜΒΑΣΗ

Δικαστικής άρωγής σε άστικές και ποινικές υποθέσεις μεταξύ της 'Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής 'Αραβικής Δημοκρατίας.

Ο Πρόεδρος της 'Ελληνικής Δημοκρατίας και

Ο Πρόεδρος της Συριακής 'Αραβικής Δημοκρατίας,

Έχοντας υπόψη τη στενή και διαρκή φιλία μεταξύ των δύο χωρών και επιθυμώντας να ενισχύσουν τη συνεργασία τους με την καθιέρωση μίας αποτελεσματικής συνεργασίας στον τομέα των δικαστικών σχέσεων,

Αποφάσισαν να συνάψουν την παρούσα Σύμβαση δικαστικής άρωγής σε άστικές και ποινικές υποθέσεις και για το σκοπό αυτόν διόρισαν σαν πληρεξουσίου τους:

Ο Πρόεδρος της 'Ελληνικής Δημοκρατίας

Τόν κ. Γεώργιο Σταμάτη, Υπουργό Δικαιοσύνης της 'Ελληνικής Δημοκρατίας,

Ο Πρόεδρος της Συριακής 'Αραβικής Δημοκρατίας

Τόν κ. KHALED MALKI, Υπουργό Δικαιοσύνης της Συριακής 'Αραβικής Δημοκρατίας, οι όποιοι, αφού ανταλλάξαν τα πληρεξούσια έγγραφα τους που δρέθηκαν σε απόλυτη τάξη, συμφώνησαν τα ακόλουθα:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΠΡΩΤΟ

ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 1.

1. Οι ύπηκοι του κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους απολαμβάνουν στο έδαφος του άλλου Μέρους της ίδιας μεταχειρίσεως ως προς τις δικαστικές υποθέσεις με τους υπηκόους του άλλου αυτού Μέρους. Για τον σκοπό αυτόν δά μπορούν να άπευθύνονται ελεύθερα στα δικαστήρια και στα άλλα δικαστικά όργανα και να παρίστανται σ' αυτά υπό τις ίδιες προϋποθέσεις και υπό τους ίδιους τύπους όπως και οι ύπηκοι.

2. Οι διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως εφαρμόζονται επίσης και στα νομικά πρόσωπα που συστάθηκαν σύμφωνα με τους νόμους του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του όποιου δρίσκεται ή έδρα τους.

Άρθρο 2.

Δέν θά μπορεί να επιβληθεί στους ύπηκόους του κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους που εμφανίζονται ενώπιον των δικαστικών όρχών του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους να καταβάλουν ούτε έγγύηση ούτε παρακαταθήκη με όποιαδήποτε μορφή για μόνο το λόγο ότι είναι άλλόδαποι ή δεν κατοικούν ή διαμένουν στο έδαφος του άλλου αυτού Μέρους.

Άρθρο 3.

Για το σκοπό της εφαρμογής των διατάξεων της παρούσας Συμβάσεως και πλήρη αντίθετης διατάξεως, οι δικαστικές άρχες των δύο Συμβαλλόμενων Μερών επικοινωνούν μεταξύ τους μέσω των αντίστοιχων Υπουργείων Δικαιοσύνης. Παρά ταύτα, ή διπλωματική όδός δέν αποκλείεται.

Άρθρο 4.

Οι αίτήσεις δικαστικής άρωγής καθώς και τα συνημμένα σ' αυτές έγγραφα θά συντάσσονται στη γλώσσα του αίτούντος Μέρους και θά συνοδεύονται από επίσημη κυρωμένη μετάφραση.

Άρθρο 5.

Τά Υπουργεία Δικαιοσύνης των Συμβαλλόμενων Μερών θά προβαίνουν άμοιβαία, μετά από αίτηση, σε ανταλλαγή πληροφοριών σχετικά με την εφαρμογή της παρούσας Συμβάσεως καθώς και με το ισχύον δίκαιο των αντίστοιχων χωρών τους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΔΕΥΤΕΡΟ

Έκτελεση τής δικαστικής άρωγής.

Άρθρο 6.

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την ύποχρέωση να παρέχουν το ένα στο άλλο δικαστική άρωγή στις άστικές και ποινικές ύποθέσεις.

2. Η δικαστική άρωγή άσκειται με την έκτελεση καθορισμένων δικονομικών πράξεων και ιδιαίτερα με τη διαβίβαση έγγραφων, έρευνα, κατάσχεση και παράδοση πειστηρίων, πραγματογνωμοσύνη, άνάκριση κατηγορουμένων, εξέταση διαδίκων, μαρτύρων και έμπειρογνωμόνων καθώς και με τη δικαστική αὐτοψία.

Άρθρο 7.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη, υπό την επιύλαξη τών σχετικών με την έκδοση διατάξεων, πραγματοποιούν τη διαβίβαση τών έγγραφων και δικαστικών παραγγελιών σε άστικές και ποινικές ύποθέσεις μέσω τών Ύπουργείων Δικαιοσύνης.

Οι διατάξεις τής προηγούμενης παραγράφου δέν αποκλείουν στα Συμβαλλόμενα Μέρη τη δυνατότητα να επιδιώκουν άπευθείας διά τών διπλωματικών τους άποστολών ή τών προξενικών τους άρχων όλες τις δικαστικές ή εξώδικες πράξεις που προαρίζονται για τους ύπηκόους τους, με την προϋπόθεση ότι τούτοι δέχονται να τις παραλάβουν.

Άρθρο 8.

Η αίτηση δικαστικής άρωγής περιλαμβάνει τις ακόλουθες ένδείξεις:

- α) την άρχή από την οποία προέρχεται ή αίτηση,
- β) το άντικείμενο και την αίτιολογία τής αίτήσεως,
- γ) στο μέτρο του δυνατό, την ταυτότητα και την ύπηκοότητα του έν λόγω προσώπου, την ιδιότητά του, το έπάγγελμά του, την κατοικία ή τη διαμονή του για τα νόμιμα πρόσωπα, την όνομασία και την έδρα τους,
- δ) εάν συντρέχει περίπτωση, το επώνυμο, όνομα και τη διεύθυνση του άποδέκτη,
- ε) εάν συντρέχει περίπτωση, το επώνυμο, όνομα και τη διεύθυνση τών άντιπροσώπων τών διαδίκων.
- στ) τα άπαραίτητα στοιχεία σχετικά με το άντικείμενο τής αίτήσεως, τις περιστάσεις που δικαιολογούν την παροχή άποδείξεων και άνάλογα με την περίπτωση τις έρωτήσεις που πρέπει να τεθούν στους μάρτυρες ή τους έμπειρογνώμονες,
- ζ) για τις δικαστικές παραγγελίες σε ποινικές ύποθέσεις, ή αίτηση άναφέρει έκτος από τα άλλα την κατηγορία και περιλαμβάνει μια συνοπτική αλλά σαφή έκθεση τών γεγονότων.

Άρθρο 9.

Η δικαστική άρχή, προς την οποία άπευδύνεται ή αίτηση, διαβιβάζει τα έγγραφα σύμφωνα με τις νομοθετικές διατάξεις που ισχύουν στο κράτος της και μόνο έφόσον τα έγγραφα αυτά συνοδεύονται από κυρωμένη μετάφραση. Σε αντίθετη περίπτωση, παραδίδει τα έγγραφα στον παραλήπτη εάν αυτός δέχεται να τα παραλάβει.

Άρθρο 10.

1. Εάν ή διεύθυνση του προσώπου που πρέπει να κληθεί σαν μάρτυρας ή για να παραλάβει ένα έγγραφο δέν είναι άκριβώς προσδιορισμένη ή εάν είναι άνακριβής, ή άρχή προς την οποία άπευδύνεται ή αίτηση την έξακριβώνει, εάν αυτό είναι δυνατό.

2. Εάν ή άρχή προς την οποία άπευδύνεται ή αίτηση δέν είναι άρμόδια για την έκτελεση τής αίτήσεως, τη διαβιβάζει άυτεπαγγέλτως στην άρμόδια άρχή και πληροφορεί σχετικά την αίτούσα άρχή.

Άρθρο 11.

1. Προκειμένου να εκτελέσει μια δικαστική παραγγελία ή άρχή, προς την οποία άπευδύνεται ή αίτηση, εφαρμόζει τις

νομοθετικές διατάξεις που ισχύουν στο κράτος της. Παρά ταύτα, ή άρχή προς την οποία άπευδύνεται ή αίτηση μπορεί, μετά από αίτηση του αίτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους, να εφαρμόσει τις δικονομικές διατάξεις του Μέρους αυτού, έφόσον δέν είναι αντίθετες προς τη νομοθεσία του Μέρους προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση.

2. Μετά από αίτηση τής αίτούσας άρχής, ή άρχή προς την οποία άπευδύνεται ή αίτηση γνωρίζει σε εύθετο χρόνο στην αίτούσα άρχή τον τόπο και την ήμερομηνία έκτελέσεως τής δικαστικής παραγγελίας.

3. Η άπόδειξη τής επιδόσεως τών έγγραφων συντάσσεται σύμφωνα με τη νομοθεσία του Μέρους προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση.

Άρθρο 12.

Εάν ή αίτηση δικαστικής άρωγής δέν κατέστη δυνατό να ικανοποιηθεί, το μέρος προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση γνωρίζει άμέσως την αίτία στο αίτούν μέρος, επιστρέφοντας συγχρόνως την αίτηση και τα δικαιολογητικά που τη συνοδεύουν.

Άρθρο 13.

1. Τα έξοδα που προκύπτουν από την έκτελεση αίτήσεων δικαστικής άρωγής δέν θά καταβάλλονται μεταξύ τών Συμβαλλόμενων Μερών, έκτος από την άμοιβή τών έμπειρογνωμόνων και τις άλλες δαπάνες που προκύπτουν από την έκτελεση πραγματογνωμοσύνης.

2. Το ύψος και ή φύση τών δαπανών θά κοινοποιούνται στην αίτούσα δικαστική άρχή.

Άρθρο 14.

1. Η δικαστική άρωγή μπορεί να μὴν παρασχεθεί:

α) Εάν το μέρος προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση κρίνει ότι ή έκτελεση τής αίτήσεως θά μπορούσε να θίξει την κυριαρχία, την ασφάλεια, τη δημόσια τάξη ή άλλα ούσιώδη συμφέροντα του κράτους του.

β) Εάν ή αίτηση, σε ποινικές ύποθέσεις, άναφέρεται:

1) σε στρατιωτικά έγκλήματα που δέν άποτελούν έγκλήματα κοινού δικαίου,

2) σε έγκλήματα που θεωρούνται από το μέρος προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση σαν πολιτικά ή έγκλήματα συναφή με πολιτικά.

2. Σε ποινικές ύποθέσεις, εάν ή δικαστική άρωγή συνίσταται σε έκτελεση δικαστικών παραγγελιών προς το σκοπό έρευνας ή κατασκέσεως, το έγκλημα για το οποίο γίνεται ή δικαστική παραγγελία πρέπει να είναι αξιόποιο σύμφωνα με τη νομοθεσία τών δύο Συμβαλλόμενων Μερών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΤΡΙΤΟ

Δωρεάν δικαστική άρωγή.

Άπαλλαγές και μειώσεις φόρων.

Άρθρο 15.

Οι ύπηκοι του κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους θ' άπολαμβάνουν στο έδαφος του άλλου Μέρους στο ίδιο μέτρο και με τις ίδιες προϋποθέσεις τών ωφελημάτων τής δωρεάν δικαστικής άρωγής, τών άπαλλαγών και μειώσεων τών δικαστικών έξόδων και/ή τών φόρων χαρτοσήμου που παρέχονται στους υπηκόους του τελευταίου τούτου Μέρους έξαιτίας τής περιουσιακής τους καταστάσεως.

Άρθρο 16.

1. Η βεβαίωση για την περιουσιακή κατάσταση, που είναι άπαραίτητη για την άπόκτηση τών ωφελημάτων που προβλέπονται στο άρθρο 15, εκδίδεται από την άρμόδια άρχή του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου το ένδιαφερόμενο πρόσωπο κατοικεί ή διαμένει.

2. Εάν το ένδιαφερόμενο πρόσωπο διαμένει σε τρίτο Κράτος, ή παραπάνω βεβαίωση θά εκδίδεται από τη διπλωματική άποστολή ή την έδαφικά άρμόδια προξενική άρχή.

*Άρθρο 17.

Ἡ δικαστικὴ ἀρχή, ἀπὸ τὴν ὁποία ζητεῖται ἡ δωρεάν δικαστικὴ ἀρωγὴ καὶ τὰ ὠφελήματα πού προβλέπονται στὸ ἄρθρο 15, ἀποφαίνεται: σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους τοῦ κράτους τῆς καὶ μπορεῖ νὰ ζητήσει συμπληρωματικὰ πληροφορίες ἀπὸ τὴς ἀρχὲς τοῦ κράτους τοῦ ὁποίου ὁ ἐνδιαφερόμενος εἶναι ὑπηκόος.

*Άρθρο 18.

1. Ἐὰν οἱ ὑπῆκοι ἐνὸς τῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν, πού κατοικοῦν ἢ διαμένουν στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους, ἐπιθυμοῦν νὰ ζητήσουν ἀπὸ μιὰ δικαστικὴ ἀρχή τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους τοῦ ὁποίου εἶναι ὑπῆκοι τὰ ὠφελήματα πού προβλέπονται στὸ ἄρθρο 15, θὰ μποροῦν νὰ τὸ ζητήσουν ἀπὸ τὴν ἀρμόδια δικαστικὴ ἀρχή τοῦ τόπου κατοικίας ἢ διαμονῆς τους, σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους τοῦ Κράτους αὐτοῦ.

2. Ἡ δικαστικὴ ἀρχή, στὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση τοῦ ἐνδιαφερόμενου προσώπου, πρέπει νὰ ἐπιληφθεῖ τῆς μεταφοράς τῆς αἰτήσεως τῆς θεσπίσεως πού προβλέπεται στὸ ἄρθρο 16 καὶ ἐνδεχομένως τῶν ἄλλων δικαιολογητικῶν πού προσάγονται.

3. Ἡ δικαστικὴ ἀρχή πού ἐπιλαμβάνεται τῆς παραπάνω αἰτήσεως, σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἁρθρου, τὴν ἀποστέλλει: μὰζὶ μὲ τὴ θεσπίση πού προβλέπεται στὸ ἄρθρο 16 καὶ μὲ ὅλα τὰ δικαιολογητικὰ πού προσάγονται στὴν ἀρμόδια δικαστικὴ ἀρχή τοῦ ἄλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΤΕΤΑΡΤΟ

Προστασία μαρτύρων καὶ ἐμπειρογνομόνων.

*Άρθρο 19.

Ἐὰν ἓνα πρόσωπο ὁποιασδήποτε ἐθνικότητας ἐμφανίζεται: ἔπειτα ἀπὸ κλήση ἐνώπιον τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν τοῦ αἰτούντος Μέρους σὰν μάρτυρας ἢ ἐμπειρογνώμονας, δὲν μπορεῖ, στὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους αὐτοῦ, νὰ διωχθεῖ, συλληφθεῖ ἢ κρατηθεῖ οὔτε νὰ ὑποβληθεῖ σὲ περιορισμὸ τῆς προσωπικῆς του ἐλευθερίας γιὰ τὸ ἐγκλημα πού ἀποτελεῖ τὸ ἀντικείμενο τῆς δίκης στὴν ὁποία κλήθηκε ἢ γιὰ ἄλλο ἐγκλημα πού διαπράχθηκε πρὶν ἀπὸ τὴν ἀναχώρησή του ἀπὸ τὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, ἀλλὰ οὔτε καὶ ἐξαιτίας τῆς καταθέσεώς του στὴν ἐν λόγω δίκη.

*Άρθρο 20.

1. Ἡ ἀτυλία πού προβλέπεται στὸ προηγούμενο ἄρθρο παύει: ἐὰν ὁ μάρτυρας ἢ ὁ ἐμπειρογνώμονας, πρὶν ὅλα πού εἶχε τὴ δυνατότητα νὰ ἐγκαταλείψει: τὸ ἔδαφος τοῦ αἰτούντος Μέρους μέσα σὲ εἴκοσι: (20) συναντῆς μέρες ἀπὸ τότε πού οἱ δικαστικὲς ἀρχὲς τοῦ γνωστοποιήσαν: ὅτι ἡ παρουσία του δὲν εἶναι πιά ἀπαραίτητη, παραμένει: παρὰ ταῦτα στὸ ἔδαφος τοῦτο ἢ ἐπιστρέψει: σ' αὐτὸ ἀφοῦ τὸ ἐγκατέλειψε. Στὸν ὑπολογισμὸ αὐτῆς τῆς προθεσμίας δὲν περιλαμβάνεται ὁ χρόνος κατὰ τὸν ὁποῖο ὁ μάρτυρας ἢ ὁ ἐμπειρογνώμονας δὲν ἦταν σὲ θέση νὰ ἐγκαταλείψει: τὸ ἔδαφος τοῦ αἰτούντος Μέρους γιὰ λόγους ἀνεξάρτητους ἀπὸ τὴ θέλησή του.

2. Οἱ ἀποζημιώσεις μεταθέσεως καὶ διαμονῆς τῶν μαρτύρων ἢ τῶν ἐμπειρογνομόνων ἐπιβαρύνουν τὸ αἰτούν Μέρος: οἱ προξενικὲς ἀρχὲς τοῦ αἰτούντος Μέρους ὀφείλουν νὰ προκαταβάλουν στὸν μάρτυρα ἢ στὸν ἐμπειρογνώμονα, μετὰ ἀπὸ αἴτησή του, ὅλα ἢ μέρος τῶν ἐξόδων ταξιδίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΠΕΜΠΤΟ

Ἀναγνώριση καὶ ἐκτέλεση τῶν δικαστικῶν καὶ διαιτητικῶν ἀποφάσεων.

*Άρθρο 21.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωση νὰ ἀναγνωρίσει: καὶ νὰ καθιστᾷ ἐκτελεστὲς στὸ ἔδαφός του: τὶς κατωτέρω ἀποφάσεις πού ἐκδόθηκαν στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου

Συμβαλλόμενου Μέρους καὶ ἐγίναν ἐκτελεστὲς σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους τοῦ Μέρους τούτου.

α) τὶς δικαστικὲς ἀποφάσεις σὲ ἀστικές ὑποθέσεις πού ἀπόκτησαν ἰσχύ δεδικασμένου.

β) τὶς δικαστικὲς ἀποφάσεις σὲ ποινικὲς ὑποθέσεις ὅσο ἀφορᾷ τὴν ἀποκατάσταση ζημιῶν καὶ τὴν ἀπόδοση ἀγαθῶν, πού ἀπόκτησαν ἰσχύ δεδικασμένου.

γ) τοὺς δικαστικοὺς συμβιβασμοὺς σὲ ἀστικές ὑποθέσεις.

*Άρθρο 22.

Οἱ δικαστικὲς ἀποφάσεις πού ἀναφέρονται στὸ προηγούμενο ἄρθρο θὰ ἀναγνωρίζονται: καὶ θὰ ἐκτελοῦνται: στὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους στὸ ὁποῖο αἰτεῖται ἡ ἀναγνώριση ἢ ἡ ἐκτέλεση ὑπὸ τὶς ἀκόλουθες προϋποθέσεις:

α) ἐὰν σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου πρέπει νὰ ἀναγνωριστῇ ἢ ἐκτελεστῇ ἡ ἀπόφαση, ἡ δικαστικὴ ἀρχή τοῦ τελευταίου τούτου δὲν εἶναι ἀποκλειστικὰ ἀρμόδια γιὰ τὴν ἐκδίκαση τῆς ὑποθέσεως.

β) ἐὰν μὲ τὴν ἀναγνώριση τῆς ἐκτελέσεως τῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως δὲν θίγονται οἱ θεμελιώδεις ἀρχὲς τῆς νομοθεσίας ἢ ἡ δημόσια τάξις τοῦ Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου πρέπει νὰ γίνῃ ἡ ἀναγνώριση ἢ ἡ ἐκτέλεση.

γ) ἐὰν, στὴν ἴδια ὑπόθεση, μιὰ ἀπόφαση πού ἀπόκτησε ἰσχύ δεδικασμένου μεταξὺ τῶν αὐτῶν διαδίκων ἐπὶ τοῦ ἴδιου ἀντικειμένου καὶ τῆς ἴδιας οὐσίας δὲν ἐκδόθηκε προηγουμένως ἀπὸ δικαστικὴ ἀρχή τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση πρέπει νὰ ἀναγνωριστῇ ἢ ἐκτελεστῇ.

δ) ἐὰν ὁ ἡττηθεὶς διάδικος δὲν ἐμφανίστηκε ἢ ἐρημώθηκε, ἀν καὶ κλήθηκε θεόντως ἐνώπιον τῶν ἀρμόδιων δικαστικῶν ἀρχῶν σύμφωνα μὲ τὴ διαδικασία τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκε ἡ ἀπόφαση.

*Άρθρο 23.

1. Ἡ αἴτηση ἀναγνώρισεως ἢ ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως μπορεῖ νὰ κατατεθεῖ ἀπευθείας ἀπὸ τὸν ἐνδιαφερόμενο στὴν ἀρμόδια δικαστικὴ ἀρχή τοῦ Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἀναγνώριση ἢ ἡ ἐκτέλεση.

2. Στὴν αἴτηση θὰ πρέπει νὰ ἐπισυνάπτονται:

α) κυρωμένο ἀντίγραφο τῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως ἢ τοῦ δικαστικοῦ συμβιβασμοῦ, καθὼς ἐπίσης καὶ θεσπίση πού νὰ πιστοποιεῖ: ὅτι ἡ ἀπόφαση αὕτη εἶναι ἐκτελεστὴ καὶ ἔχει ἰσχύ δεδικασμένου, ἐὰν τὰ στοιχεῖα αὐτὰ δὲν προκύπτουν ἀπὸ τὴν ἴδια ἀπόφαση.

β) θεσπίση πού νὰ πιστοποιεῖ: ὅτι ὁ ἡττηθεὶς διάδικος πού δὲν ἐμφανίστηκε στὸ δικαστήριο εἶχε θεόντως κληθεῖ σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκε ἡ ἀπόφαση.

γ) ἡ μετάφραση τῶν ἀναφερόμενων στὶς παραγράφους α καὶ β ἐγγράφων, καθὼς καὶ ἡ μετάφραση τῆς αἰτήσεως, ἐφόσον δὲν συντάχθηκε στὴ γλώσσα τοῦ Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση πρέπει νὰ ἀναγνωριστῇ ἢ ἐκτελεστῇ.

3. Τὸ ἐκτελεστήριο χορηγεῖται ἀπὸ τὴν ἀρμόδια ἀρχή τοῦ Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἐκτέλεση πρέπει νὰ λάβῃ χώρα καὶ σύμφωνα μὲ τὴ διαδικασία πού προβλέπει ὁ νόμος τοῦ Μέρους αὐτοῦ.

*Άρθρο 24.

Ἡ δικαστικὴ ἀρχή, πού ἐπιλαμβάνεται τῆς αἰτήσεως ἀναγνώρισεως ἢ ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως, θὰ περιοριστεῖ στὸ νὰ θεσπίσῃ τὴν ὑπερῆ των προβλεπόμενων στὸ ἄρθρο 22 προϋποθέσεων: ἐὰν οἱ προϋποθέσεις αὐτὲς πληρωθοῦν, ἡ ἀρχή αὕτη θὰ προτείνει: τὴν ἀναγνώριση ἢ τὴν ἐκτέλεση.

*Άρθρο 25.

Οἱ ἀρχὲς τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου λαμβάνει χώρα ἡ ἐκτέλεση, θὰ προδῶν τὴν ἐκτέλεση σύμφωνα μὲ τὴ δική τους νομοθεσία, πλὴν ἀντιθέτων διατάξεων τῆς παρούσας Συμβάσεως.

*Άρθρο 26.

Οί δικαστικές αποφάσεις με ισχύ δεδικασμένου ενός τῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν πού ἀναφέρονται στίς σχετικές μέ την προσωπική κατάσταση υποθέσεις τῶν ὑπηκόων του ἀναγνωρίζονται καὶ παράγουν ἀποτελέσματα στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους, χωρὶς καμιά διαδικασία ἀναγνώρισεως.

*Άρθρο 27.

1. Ἐάν ἓνας ἀπὸ τοὺς διαδίκους, πού ἔχει ἀπαλλαγῇ ἀπὸ τὴν καταβολὴ ἐγγυήσεως ὑπὸ τὴν ἐννοία τοῦ ἀρθροῦ 2 τῆς παρούσας Συμβάσεως, ὑποπρεσθῇ, μετ' ἀπόφαση πού ἔχει ἰσχύ δεδικασμένου, νὰ καταβάλει τὰ δικαστικά ἐξόδα στὸ ἄλλο μέρος, ἡ ἀπόφαση αὐτὴ θὰ ἐκτελεστῇ δωρεάν μετὰ ἀπὸ αἴτηση στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους.

2. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν εἰσπραξὴ τῶν δικαστικῶν ἐξόδων πού καταβλήθηκαν ἀπὸ τὸ κράτος καὶ τῶν τελῶν ἀπὸ τὰ ὁποῖα ἀπηλλάγη ὁ διάδικος, τὸ δικαστήριον τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποῖου δημιουργήθηκε ἡ ὑποχρέωση πληρωμῆς, θὰ ζητεῖ ἀπὸ τὸ ἀρμόδιο δικαστήριον τοῦ ἄλλου Συμβαλλόμενου Μέρους νὰ φρεντίσει γιὰ τὴν εἰσπραξὴ αὐτῶν πῶν ἐξόδων καὶ φόρων. Τὸ εἰσπραχθέν ποσὸν θὰ τεθεῖ στὴ διάθεση τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς ἢ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς τοῦ ἄλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

3. Στίς αἰτήσεις πού προβλέπονται στίς παραγράφους 1 καὶ 2 θὰ πρέπει νὰ ἐπισυνάπτεται κυρωμένο ἀντίγραφο τοῦ μέρους τῆς ἀποφάσεως πού ἀναφέρεται στὸ ὕψος τῶν δικαστικῶν ἐξόδων καὶ φόρων, βεβαίωση πού νὰ πιστοποιεῖ ὅτι ἡ ἀπόφαση ἀπὸκτῇ ἰσχύ δεδικασμένου καὶ μετὰφραση τῶν ἐγγράφων αὐτῶν.

4. Τὸ δικαστήριον πού ἐπιτρέπει τὴν ἐκτέλεση τῶν ἀποφάσεων πού προβλέπονται στίς παραγράφους 1 καὶ 2 περιορίζεται στὴν ἐξακρίβωση τῶν στοιχείων πού βεβαιώνουν ὅτι ἡ ἀπόφαση εἶναι ἐκτελεστή καὶ ἔχει ἀποκτήσει ἰσχύ δεδικασμένου.

*Άρθρο 28.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ἀναγνωρίζει καὶ ἐπιτρέπει στὸ ἔδαφός του τὴν ἐκτέλεση τῶν διαιτητικῶν ἀποφάσεων καὶ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων, πού ἐκδόθηκαν στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους, σύμφωνα μετ' τὴ Σύμβαση γιὰ τὴν ἀναγνώριση καὶ ἐκτέλεση ξένων διαιτητικῶν ἀποφάσεων, πού ὑπογράφηκε στὴ Ν. Ἰέρκη στίς 10 Ἰουνίου 1958.

Οἱ διαιτητικές ἀποφάσεις γιὰ ἀστικές ὑποθέσεις πού ἐκδόθηκαν στὸ ἔδαφος τοῦ ἑνὸς Συμβαλλόμενου Μέρους ἀναγνωρίζονται καὶ μποροῦν νὰ ἐκτελοῦνται στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους ὑπὸ τὶς προϋποθέσεις τῶν ἀρθρῶν 22 καὶ 23 καὶ στὸ μέτρο πού οἱ προϋποθέσεις αὐτὲς εἶναι ἐφαρμοστές στίς διαιτητικές ἀποφάσεις.

*Άρθρο 29.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῶν σχετικῶν μετ' τὴν ἐκτέλεση δικαστικῶν ἀποφάσεων, διαιτητικῶν ἀποφάσεων καὶ δικαστικῶν συμβέσεων δὲν μπορεῖ νὰ θίξει τίς νομοθετικές διατάξεις τῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν τίς σχετικές μετ' τὴ μεταβίβαση χρημάτων ἢ ἀγαθῶν πού ἀποκτήθηκαν μετὰ τὴν ἐκτέλεση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΕΚΤΟ

*Ἐκδοσι.

*Άρθρο 30.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωση νὰ παραδίδουν ἀμοιβαίᾳ, σύμφωνα μετ' τοὺς κανόνες καὶ μετ' τὶς προϋποθέσεις πού καθορίζονται στὰ ἐπόμενα ἀρθρα καὶ στοὺς διονομικούς κανόνες τῆς ἐσωτερικῆς τους νομοθεσίας, τὰ άτομα τὰ ὁποῖα, εὐρισκόμενα στὸ ἔδαφος ἑνὸς τῶν δύο Κρᾶτων, διώκονται γιὰ ἐγκλημα ἢ ἀναζητοῦνται πρὸς τὸν σκοπὸ ἐκτέλεσεως ποινῆς ἢ μέτρου ἀσφαλείας ἀπὸ τίς δικαστικές ἀρχὲς τοῦ αἰτούντος Μέρους.

Ἡ ἐκδοσι δὲν ἐπιτρέπεται παρὰ μόνον ἂν ἡ πράξη, γιὰ τὴν ὁποία διώκεται ἢ γιὰ τὴν ὁποία καταδικάστηκε τὸ άτομο

καὶ γιὰ τὴν ὁποία γίνεται ἡ αἴτηση ἐκδόσεως, προβλέπεται ἀπὸ τοὺς νόμους τῶν δύο Συμβαλλόμενων Μερῶν σὰν ἐγκλημα.

2. Ἡ ἐκδοσι πρὸς τὸ σκοπὸ διώξεως δὲν ἐπιτρέπεται παρὰ μόνον ἂν, σύμφωνα μετ' τοὺς νόμους τῶν δύο Συμβαλλόμενων Μερῶν, ἡ πράξη στὴν ὁποία ἀναφέρεται ἡ αἴτηση, τιμωρεῖται μετ' ποινὴ στερητικὴ τῆς ἐλευθερίας τουλάχιστον ἑνὸς ἐτους κατ' ἀνώτατο ὄριο ἢ μετ' ἐλατύτερη ποινῇ. Ὅταν ἡ ἐκδοσι ζητεῖται πρὸς τὸ σκοπὸ ἐκτελέσεως ποινῆς ἢ μέτρου ἀσφαλείας, δὲν ἐπιτρέπεται παρὰ μόνον, ἂν ἡ ἀπαγγελλόμενη ποινὴ εἶναι διάρκειας τουλάχιστον ἑξὶ μηνῶν.

3. Ἐάν ἡ αἴτηση ἐκδόσεως ἀναφέρεται σὲ πολλὰς δικρορετικές πράξεις, πού καθεμιά τιμωρεῖται ἀπὸ τὸν νόμο τῶν δύο Συμβαλλόμενων Μερῶν, ἀλλὰ ὁρισμένες ἀπὸ τίς ὁποῖες δὲν πληροῦν τὴ σχετικὴ μετ' τὴν ἐκδοσι τῆς ποινῆς προϋπόθεση, τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση θὰ ἔχει τὴ δυνατότητα νὰ προδίνει στὴν ἐκδοσι καὶ γιὰ τίς τελευταῖες αὐτὲς πράξεις.

*Άρθρο 31.

Δὲν μποροῦν νὰ ἐκδοθῶν:

α) Τὰ πρόσωπα, τὰ ὁποῖα κατὰ τὴν ἡμερομηνίᾳ λήψεως τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως εἶναι ὑπῆκοοι τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

β) Τὰ πρόσωπα πού ἔχουν ἀποκτήσει τὸ δικαίωμα ἀτύλου στὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

Παρὰ ταῦτα, τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωση, στὸ μέτρο πού εἶναι ἀρμόδιο γιὰ νὰ τοὺς δικάσει, νὰ διώξει τοὺς ὑπηκόους του πού ἔχουν διαπράξει στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλόμενου Μέρους ἐγκλήματα τιμωρούμενα στὰ δύο Κράτη σὰν κακούργημα ἢ πλημμελήματα. Ὅταν τὸ ἄλλο Μέρος τοῦ ἀπευθύνει μετ' τὴ διπλωματικὴ ὁδὸ αἴτηση διώξεως συνοδευμένη ἀπὸ τοὺς φακέλους, ἔγγραφα, ἀντικείμενα καὶ πληροφορίες πού κατέχει. Τὸ αἰτοῦν Μέρος θὰ κρατεῖται ἐνήμερο γιὰ τὴ συνέχεια πού θὰ δίδεται στὴν αἴτησή του.

*Άρθρο 32.

1. Ἡ ἐκδοσι δὲν λαμβάνει χώρα στίς ἀκόλουθες περιπτώσεις:

α) Ἐάν τὸ ἐγκλημα γιὰ τὸ ὁποῖο ζητεῖται ἡ ἐκδοσι θεωρεῖται ἀπὸ τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση σὰν πολιτικὸ ἐγκλημα ἢ σὰν συναφὴς μετ' τέτοιο ἐγκλημα πράξη.

β) Ἐάν τὸ ἐγκλημα γιὰ τὸ ὁποῖο ζητεῖται ἡ ἐκδοσι εἶναι ἀποκλειστικὰ στρατιωτικὸ καὶ δὲν ἀποτελεῖ ἐγκλημα κοινῆς δικαίου.

γ) Ἐάν τὸ πρόσωπο τοῦ ὁποῖου ζητεῖται ἡ ἐκδοσι ἀποτελεῖ ἀντικείμενο ὁριστικῆς ἀποφάσεως ἐκ μέρους τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση γιὰ τὴν ἢ τίς ἰδίαις πράξεις γιὰ τίς ὁποῖες γίνεται ἡ αἴτηση ἐκδόσεως.

δ) Ἐάν, σύμφωνα μετ' τὴ νομοθεσίᾳ εἴτε τοῦ αἰτούντος Μέρους ἢ τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, ἡ παραγραφή τῆς πράξεως ἢ τῆς ποινῆς ἐπέρχεται τὴ στιγμὴ τῆς λήψεως τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως.

ε) Ἐάν τὸ ἐγκλημα, γιὰ τὸ ὁποῖο ζητεῖται ἡ ἐκδοσι καὶ πού διαπράχθηκε ἐκτὸς τοῦ ἔδαφους τοῦ αἰτούντος Μέρους ἢ νομοθεσίας τοῦ Κράτους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση δὲν ἐπιτρέπει τὴ διώξιν τέτοιου ἐγκλήματος πού διαπράχθηκε ἀπὸ ἄλλοδπὸ ἐκτὸς τοῦ ἔδαφους του.

στ) Ἐάν ἡ καταδικαστικὴ ἀπόφαση τοῦ ἐκζητούμενου προσώπου δὲν εἶναι ἐκτελεστή λόγω ἀμνηστίας.

ζ) Ἐάν τὸ ἐγκλημα γιὰ τὸ ὁποῖο γίνεται ἡ αἴτηση διαπράχθηκε ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει στὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

2. Ἡ αἴτηση ἐκδόσεως μπορεῖ νὰ μὴν ικανοποιηθεῖ:

α) Ἐάν τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση διώκει τὸ ἐκζητούμενο πρόσωπο γιὰ τὴν ἢ τίς ἰδίαις πράξεις γιὰ τίς ὁποῖες ζητεῖται ἡ ἐκδοσι ἢ ἐάν οἱ ἀρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἀποφάσισαν νὰ

μην άσκήσουν δίωξη ή να τερματίσουν τη δίωξη την οποία είχαν άσκήσει για την ή τις ίδιες πράξεις.

β) Έάν, σύμφωνα με τη νομοθεσία του έθνός των Συμβαλλόμενων Μερών, ή πράξη για την οποία γίνεται ή αίτηση έκδοσεως άποτελεί έγκλημα, το οποίο ή δίωξη δέν μπορεί να άσκηθεί παρά μόνον κατόπιν έγκλήσεως του παθόντος.

γ) Έάν το έκζητούμενο πρόσωπο αποτέλεσε αντίκειμενο όριστικής άποφάσεως σε τρίτο Κράτος για την ή τις ίδιες πράξεις για τις όποιες υποβλήθηκε ή αίτηση και:

- i) εάν ή άπόφαση ήταν άπαλλακτική,
- ii) εάν ή έπιβληθείσα στερητική της έλευθερίας ποινή έκτόθρου πλήρως ή έτρε άμνηστίας ή χάριτος στο σύνολο ή στο μέρος που δέν έκτίστηκε ή
- iii) εάν ό δικαστής διαπίστωσε την ένοχη του δράστη του έγκλήματος χωρίς να έπιβάλει ποινή.

3. Έάν ή πράξη για την οποία ζητείται ή έκδοση, τιμωρείται από το νόμο του αίτούντος Μέρους με θανατική ποινή, ή οποία δέν προβλέπεται από τη νομοθεσία του Μέρους προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση, ή έκδοση μπορεί να μή λάβει χώρα παρά μόνον υπό τον όρο ότι: το αίτούν Μέρος θά δώσει διαβεβαιώσεις, που θά κριθούν έπαρκείς από το Μέρος προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση, ότι ή θανατική ποινή δέν θά έκτελεστεί.

Άρθρο 33.

1. Η έκδοση μπορεί να άναβληθεί εάν το πρόσωπο, το οποίο ζητείται ή έκδοση, είναι ύποκειμενο ποινικής δίκης ή πρέπει να έκτίσει ποινή στερητική της έλευθερίας που έπιβλήθηκε από δικαστική άρχή του Μέρους προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση.

Σε περίπτωση άναβολής, ή έκδοση δέν μπορεί να λάβει χώρα παρά μόνον μετά το τέλος της ποινικής δίκης ή, σε περίπτωση καταδικαστικής άποφάσεως, μετά την έκτέλεση της ποινής.

2. Σε περίπτωση που ή άναβολή συμπίπτει με την έκνοη ή έπιφέρει μεγάλες δυσκολίες στην άπόδειξη των γεγονότων, ή προσωρινή έκδοση θά μπορεί να γίνεται με τη ρητή τρού-πόθεση ότι: το έκδοθέν πρόσωπο θά επαναπουταλεί μετά το τέλος των διαδικαστικών πράξεων για τις όποιες ή έκδοση έλαβε χώρα.

Άρθρο 34.

1. Το πρόσωπο που παραδόθηκε δέν μπορεί να διωχθεί ούτε να δικαστεί ή να κριθεί προς το σκοπό έκτελέσεως ποινής ή μέτρου άσφαλείας ούτε να υποβληθεί σε όποιοδήποτε περιορισμό της προσωπικής του έλευθερίας για ύποτιθέμενη πράξη προγενέστερη της παραδόσεως, πλην εκείνης για την οποία έχώρησε ή έκδοση, εκτός από τις άκόλουθες περιπτώσεις:

- α) εάν ύπάρχει προηγούμενη συναίνεση του Μέρους προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση,
- β) εάν το έκδοθέν πρόσωπο, αν και είχε τη δυνατότητα να το κάνει, δέν έγκατέλειψε το έδαφος του αίτούντος Μέρους μέσα σε προθεσμία 30 ημερών από την όριστική άπεφυλάχισή του ή εάν επέστρεψε άφού το έγκατέλειψε σ' αυτή την προθεσμία εν τούτοις δέν συμπεριλαμβάμεται το χρονικό διάστημα κατά το οποίο το έκδοθέν πρόσωπο δέν μπόρεσε να έγκαταλείψει το έδαφος του αίτούντος Μέρους για λόγους άνεξάρτητους από τη θέλησή του.

2. Το αίτούν Μέρος μπορεί να λαμβάνει τα άπαραίτητα μέτρα προς το σκοπό άμεσής ένδεχόμενης επαναπροσπολής εν του έδαφους και άφετέρου διακοπής της παραγραφής σύμφωνα με τη νομοθεσία του, συμπεριλαμβανόμενης της έρημολογίας.

3. Έάν ό χαρακτηρισμός που δόθηκε στην πράξη τροποποιήθηκε κατά τη διαδικασία, το έκδοθέν πρόσωπο δέν διώκεται ούτε δικάζεται παρά μόνον στο μέτρο που τα στοιχεία που συνθέτουν το εκ νέου χαρακτηρισθέν έγκλημα έπιτρέπουν την έκδοση.

4. Πλην της περιπτώσεως, που προβλέπεται στην παράγραφο 1 ύποπάργραφος 6 του παρόντος άρθρου, ή συγκατάθεση του Μέρους προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση θά είναι: άπαραίτητη για να έπιτραπεί στο αίτούν Μέρος να παραδώσει σε τρίτο κράτος το πρόσωπο που του έχει παραδοθεί και που άναζητείται από το τρίτο Κράτος για έγκλήματα προγενέστερα της παραδόσεως.

Άρθρο 35.

Η αίτηση έκδοσεως καθώς και ή άπάντησή σ' αυτή θά γίνονται με τη διπλωματική δδ6. Οι άλλες πράξεις που άναφέρονται στην έκδοση θά γίνονται σύμφωνα με το άρθρο 3 της παρούσας Συμβάσεως.

Άρθρο 36.

1. Η αίτηση έκδοσεως θά διατυπώνεται έγγραφως και θά προσκομίζονται προς ύποστήριξή της:

α) Το πρωτότυπο ή κυρωμένο αντίγραφο είτε έκτελεστής καταδικαστικής άποφάσεως είτε έντάλματος συλλήψεως ή κάθε άλλου έγγραφου που έχει την ίδια ισχύ και που έκδόθηκε σύμφωνα με τον έπιβαλλόμενο από τη νομοθεσία του αίτούντος Μέρους τύπο.

β) Έκθεση των πράξεων για τις όποιες ζητείται ή έκδοση. Ο χρόνος και ό τόπος τελέσεώς τους, ό νομικός τους χαρακτηρισμός, οι παραπομπές στις νομοθετικές διατάξεις που είναι: έφαρμοστέες σ' αυτές και ή διάρκεια της μή έκτελεσθείσας ποινής θά ύποδεικνύονται στο το δυνατόν άκριβέστερα.

γ) Αντίγραφο των νομοθετικών διατάξεων που είναι: έφαρμοστέες στην περίπτωση.

δ) Την όσο το δυνατόν άκριβέστερη περιγραφή του έκζητούμενου προσώπου και όλες τις άλλες πληροφορίες τις σχετικές με τον προσδιορισμό της ταυτότητας και της ύπηκοότητάς του.

2. Έάν οι διαβιζόμενες από το αίτούν Μέρος πληροφορίες άποδειχθούν άνεπαρκείς για να έπιτρέψουν στο Μέρος προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση να πάρει μια άπόφαση, το τελευταίο αυτό Μέρος ζητά τις άπαραίτητες συμπληρωματικές πληροφορίες. Το άλλο Μέρος πρέπει να άπαντήσει σ' αυτή την αίτηση μέσα σε προθεσμία που να μήν ύπερβαίνει τους δύο μήνες. Η προθεσμία αυτή μπορεί να παραταθεί για είκοσι ακόμα ήμέρες εφόσον ύπάρχουν βάσιμοι λόγοι.

3. Έάν το αίτούν Μέρος δέν παρουσιάζει τις άπαραίτητες συμπληρωματικές πληροφορίες μέσα στην ως άνω προθεσμία, το Μέρος προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση μπορεί να άπολύσει το συλληφθέν πρόσωπο.

Άρθρο 37.

Εφόσον τηρήθηκαν οι όροι του τύπου της έκδοσεως, το Μέρος προς το οποίο άπευδύνεται ή αίτηση, άφού λάβει την αίτηση έκδοσεως, λαμβάνει χωρίς καθυστέρηση τα μέτρα συλλήψεως του έκζητούμενου προσώπου, πλην των περιπτώσεων στις όποιες, σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση, ή έκδοση δέν μπορεί να λάβει χώρα.

Άρθρο 38.

1. Σε έπείγουσες περιπτώσεις, οι άρμόδιες άρχες του αίτούντος Μέρους θά μπορούν να ζητούν την προσωρινή σύλληψη του άναζητούμενου προσώπου. Η αίτηση προσωρινής σύλληψης άναφέρει την ύπαρξη ενός των έγγραφων των

πρεβλεπόμενων στην παράγραφο 1 υποπαραγράφου (α) του άρθρου 36 και θα γνωρίζει την πρόθεση μεταγενέστερης αποστολής αίτησής εκδόσεως· αναφέρει το έγκλημα για το οποίο ζητείται η έκδοση, το χρόνο και τόπο της διαπραχθείσας του καθώς επίσης, στο μέτρο του δυνατού, την περιγραφή του ανζητούμενου προσώπου.

2. Η αίτηση προσωρινής σύλληψης διαβιβάζεται απευθείας στις αρχές του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται ή αίτηση είτε ταχυδρομικώς ή τηλεγραφικώς είτε δια της INTERPOL ή δι' οποιουδήποτε άλλου τρόπου, γραπτώς. Η αίτουμε αρχή πληροφορείται άμεσα τη συνέχεια που δίδεται στην αίτησή της.

3. Η προσωρινή σύλληψη θα μπορεί να λήξει, εάν, εντός προθεσμίας ενός μήνα μετά τη σύλληψη, το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση δεν επιλήφθηκε της αιτήσεως εκδόσεως και των εγγράφων που μνημονεύονται στο άρθρο 36.

Η προθεσμία αυτή μπορεί να παραταθεί 20 ημέρες μετά από αίτηση του αιτούντος Μέρους. Πάντως, η προσωρινή απόλυση είναι δυνατή ανά πάσα στιγμή, εκτός αν το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση λάβει κάθε μέτρο που θεωρεί απαραίτητο για να αποφευχθεί ή διαρυγεί το ενδεχόμενο προσώπου.

4. Η απόλυση δεν αντίκειται σε νέα σύλληψη και έκδοση, εάν η αίτηση εκδόσεως περιέλθει: αργότερα.

Άρθρο 39.

1. Το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση γνωστοποιεί στο αιτούν Μέρος την απόφασή του επί της εκδόσεως. Σε περίπτωση ολικής ή μερικής απορρίψεως εκ μέρους της δικαστικής αρχής, το αιτιολογικό της απόφασης κοινοποιείται στο αιτούν Μέρος. Σε περίπτωση αποδοχής, το αιτούν Μέρος πληροφορείται τον τόπο και την ημερομηνία της παραδόσεως του εκδιδόμενου προσώπου καθώς και τη διάρκεια της κρατήσεώς του ενόψει της εκδόσεως.

2. Με την επιφύλαξη της περιπτώσεως που προβλέπεται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου, εάν το εκζητούμενο πρόσωπο δεν παραδοθεί στον καθορισμένο χρόνο και ημερομηνία, θα μπορεί να απολυθεί μετά την εκπνοή προθεσμίας 15 ημερών από την ημερομηνία αυτή. Σ' αυτή την περίπτωση, εάν η αίτηση εκδόσεως επαναληφθεί, μπορεί να απορριφθεί.

3. Σε περίπτωση άνωτέρας βίας, που εμποδίζει την παράδοση ή την παραλαβή του προσώπου, το ενδιαφερόμενο Μέρος πληροφορεί περί αυτού το άλλο Μέρος· τα δύο μέρη συμφωνούν επί μιας καινούργιας ημερομηνίας παραδόσεως, όποτε θα είναι εφαρμόσιμες οι διατάξεις της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 40.

Εάν υπάρχει συρροή αιτήσεων εκδόσεως από πολλά Κράτη είτε για την ίδια πράξη ή για διαφορετικές πράξεις, το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση αποφασίζει: προς ποιο κράτος θα γίνει η έκδοση.

Άρθρο 41.

Εάν το πρόσωπο που εκδόθηκε κατορθώσει να εκφύγει της ποινικής διώξεως ή να μην εμφανισθεί στο δικαστήριο ή να μην εκπέσει την ποινή και εφόσον επανέλθει στο έδαφος του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, θα μπορεί να επανεκδοθεί. Σ' αυτή την περίπτωση, δεν είναι πια απαραίτητο να προσκομίζονται προς υποστήριξη της τι προβλεπόμενα στο άρθρο 36 έγγραφα.

Άρθρο 42.

1. Μετά από αίτηση του αιτούντος Μέρους, το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση θα κατέχει και θα παραδίδει, στο επιτρεπόμενο από τη νομοθεσία μέτρο, τα αντικείμενα:

α) που μπορούν να χρησιμεύουν σαν τεκμήρια στη δίκη,

β) που αποδεδειγμένα προέρχονται από το έγκλημα ή χρησιμεύουν στην τέλεσή του.

2. Η παράδοση των αντικειμένων που προβλέπονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου θα γίνεται έναντι αποδείξεως· θα πραγματοποιείται άμεσα και στην περίπτωση που η ήδη παρασχεθείσα έκδοση δεν μπορεί να λάβει χώρα λόγω του θανάτου ή της δραπετείας του εκζητούμενου προσώπου.

3. Εφόσον τα εν λόγω αντικείμενα κατασχεθούν ή δημιουργούν στο έδαφος του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, το Μέρος αυτό μπορεί, για τους σκοπούς τρέφουσας ποινικής διαδικασίας, να τα κρατήσει προσωρινά ή να τα παραδώσει υπό τον όρο ότι θα επιστραφούν.

4. Τα δικαιώματα του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση ή των τρίτων επί των αντικειμένων παραμένουν εν τούτοις άθικτα.

Εάν υπάρχουν τέτοια δικαιώματα, θα επιστρέφονται το νωρίτερο δυνατό τα αντικείμενα μόλις τελειώσει η δίκη ανέξοδα στο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

Άρθρο 43.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος επιτρέπει, μετά από αίτηση του άλλου Μέρους, τη διέλευση μέσα από το έδαφός του των εκδιδόμενων από ένα τρίτο Κράτος προσώπων προς το τελευταίο αυτό Μέρος. Η αίτηση άδειας διαβιβάζεται και εξετάζεται σύμφωνα με τους ίδιους κανόνες της αιτήσεως εκδόσεως.

2. Η διέλευση των προσώπων για τα οποία δεν έλαβε χώρα έκδοση, δύναμις της παρούσας Συμβάσεως μπορεί να απαγορευτεί.

Άρθρο 44.

Τα έξοδα εκδόσεως βαρύνουν το Μέρος στο έδαφος του οποίου πραγματοποιήθηκαν. Τα έξοδα διελύσεως βαρύνουν το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος.

Άρθρο 45.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ανταλλάσσουν αμοιβαία πληροφορίες για το αποτέλεσμα της ποινικής διώξεως κατά των εκδιδόμενων προσώπων. Εάν κατά των προσώπων αυτών εκδόθηκε καταδικαστική απόφαση που έχει ισχύ δεδικασμένου, πρέπει να αποσταλεί αντίγραφο της απόφασης αυτής.

Άρθρο 46.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ανακοινώνει στο άλλο πληροφορίες σχετικά με τις καταδικαστικές αποφάσεις με ισχύ δεδικασμένου που εκδόθηκαν από τις δικαστικές του αρχές κατά υπηκόων του άλλου Μέρους· τα ύφισταμένα δακτυλικά αποτυπώματα των καταδικασθέντων διαβιβάζονται συγχρόνως.

Άρθρο 47.

Μετά από αίτηση των αρμόδιων αρχών ενός των Συμβαλλόμενων Μερών, παρέχονται δωρεάν από τις αρμόδιες αρχές του άλλου Μέρους πληροφορίες σχετικά με το ποινικό μητρώο των προσώπων που διώκονται ή δικάζονται στο έδαφος του τελευταίου αυτού Μέρους. Η διαβίβαση θα γίνεται σύμφωνα με το άρθρο 3 της παρούσας συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΕΒΔΟΜΟ

Τελικές Διατάξεις

Άρθρο 48.

1. Υπό την έννοια της παρούσας Συμβάσεως:

α) ο όρος «μέτρα ασφαλείας» υποδηλοί όλα τα στερητικά ή ελευθερίας μέτρα που επιβλήθηκαν σε συμπλήρωση ή σε αντικατάσταση ποινής που επιβλήθηκε με απόφαση ποινικού δικαστηρίου.

β) ο όρος «σέ αστικές υποθέσεις» περιλαμβάνει επίσης το εμπόρικο και οικογενειακό δίκαιο καθώς και την προσωπική κατάσταση.

γ) ο όρος «δικαστική αρχή» ή «δικαστήριο» υποδηλοί κάθε αρχή στην αρμοδιότητα της οποίας είναι να γνωρίζει, να διευθετεί ή να εκδικάζει τις αστικές, οικογενειακές και ποινικές υποθέσεις σύμφωνα με τη νομοθεσία του κράτους της.

2. Εάν οι διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως απαιτούν μετάφραση των αιτήσεων και των δικαιολογητικών ή των άλλων εγγράφων, αυτή θα γίνεται στη γλώσσα του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται ή αίτηση ή στα γαλλικά.

Άρθρο 49.

1. Η παρούσα Σύμβαση θα επικυρωθεί και θα τεθεί σε ισχύ την τριακοστή ημέρα μετά την ανταλλαγή επικυρώσεων που θα γίνει στη Διπλομάτεια.

2. Η παρούσα Σύμβαση θα μπορεί να καταγγελθεί από κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος. Η καταγγελία θα τεθεί σε ισχύ έξι μήνες μετά την ημερομηνία λήξεως της γνωστοποίησης της από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι πληρεξούσιοι των Συμβαλλόμενων Μερών υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση και έθεσαν τις σφραγίδες τους.

Έγινε στην Αθήνα στις 2 Ιουνίου 1981 σε δύο πρωτότυπα αντίτυπα στη γαλλική γλώσσα. Και τα δύο κείμενα έχουν την ίδια ισχύ.

Για την Ελληνική Δημοκρατία
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Για τη Συριακή Αραβική Δημοκρατία
KHALED MALKI

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομαι να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του πρώτου και να εκτελεσθεί ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 14 Ιουνίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΤΕΡΙΚΩΝ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 16 Ιουνίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1451

(2)

Κύρωση Συμφωνίας επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Συμφωνία επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας, που υπογράφηκε στην Αθήνα στις 21 Ιουλίου 1979, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στην ελληνική και αγγλική γλώσσα έχει ως εξής:

Σ Υ Μ Φ Ω Ν Ι Α

Επιστημονικής και Τεχνικής Συνεργασίας μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας.

Οι Κυβερνήσεις της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας (που στο εξής θα αναφέρονται ως Συμβαλλόμενα Μέρη),

Έχοντας υπόψη τις φιλικές σχέσεις που υπάρχουν μεταξύ των δύο χωρών και των λαών τους,

Έχοντας την επιθυμία να συσφίξουν και να προωθήσουν περαιτέρω τις φιλικές τους σχέσεις με βάση την ισότητα και την αμοιβαιότητα,

Αναγνωρίζοντας τα οφέλη που θα προκύψουν για τις δύο χώρες από στενότερη επιστημονική και τεχνική συνεργασία, συμφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν να αναπτύξουν την επιστημονική και τεχνική συνεργασία τους και την ανταλλαγή τεχνικών γνώσεων με σκοπό την προώθηση της οικονομικής ανάπτυξεως των δύο χωρών.

Άρθρο 2.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν να προωθήσουν και να διευκολύνουν την εκτέλεση έργων και προγραμμάτων που θα προκύψουν από την επιστημονική και τεχνική συνεργασία, με βάση τους στόχους της κοινωνικής και οικονομικής ανάπτυξεως των δύο χωρών.

Άρθρο 3.

Η επιστημονική και τεχνική συνεργασία που καθορίζεται από την παρούσα Συμφωνία θα περιλαμβάνει τους εξής τομείς:

α) Ανταλλαγή υποτροφιών για εξειδικευμένη εκπαίδευση, σύμφωνα με τις διαδικασίες που θα καθορισθούν με αμοιβαία συμφωνία.

β) Ανταλλαγή επιστημόνων, ερευνητών, ειδικών, εμπειρογνομόνων, καθηγητών, συμβούλων και τεχνικών.

γ) Από κοινού προώθηση μελετών και σχεδίων που θα συμβάλουν στην κοινωνική και οικονομική ανάπτυξη των δύο χωρών και θα ενθαρρύνουν την τεχνική συνεργασία μεταξύ αντίστοιχων οργανισμών, ινστιτούτων και επιχειρήσεων.

δ) Από κοινού αντιμετώπιση επιστημονικών και τεχνικών προβλημάτων, κατάρτιση και εκτέλεση κοινών ερευνητικών προγραμμάτων, των οποίων τα αποτελέσματα μπορούν να εφαρμοσθούν στη βιομηχανία (συμπεριλαμβανομένης της χημικής βιομηχανίας, βιομηχανίας τροφίμων και μηχανολογικής), γεωργία (συμπεριλαμβανομένης της ζωικής παραγωγής και της αλιείας) και άλλους τομείς και ανταλλαγή εμπειριών και τεχνολογικών γνώσεων (know-how) που θα προκύψουν.

ε) Όλες οι άλλες μορφές επιστημονικής και τεχνολογικής συνεργασίας συμπεριλαμβανομένης και της επί τόπου πρακτικής εξασκήσεως χειροτεχνών (σε σύγχρονες και παραδοσιακές τέχνες), τεχνικών και διοικητικού προσωπικού, όπως από κοινού συμφωνηθεί μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών.

στ) Ανταλλαγή ή και συντονισμός επιστημονικών και τεχνικών πληροφοριών, προδιαγραφών και τεκμηρίωσης.

η) Οργάνωση διμερών επιστημονικών και τεχνικών σεμιναρίων και κύκλων εκπαιδευτικών μαθημάτων, σχετικά με τα προβλήματα που ενδιαφέρουν τις δύο χώρες.

Άρθρο 4.

Η ανταλλαγή εκπαιδευτικών υποτροφιών και ειδών, που αναφέρονται στις παραγράφους (α) και (β) του Άρθρου 3 της παρούσας Συμφωνίας, περιλαμβάνει τους τομείς γεωργίας, εγγειοβελτιωτικών έργων και αρδεύσεων, ηλεκτρισμού, βιομηχανίας, τουρισμού, μεταλλειολογίας, πετρελαίου, γεωλογίας, τηλεπικοινωνιών, μεταφορών και άλλους τομείς, που από κοινού θα συμφωνηθούν στα ετήσια προγράμματα συνεργασίας που προβλέπονται στο Άρθρο 8.

Άρθρο 5.

Οι οικονομικοί όροι αυτών των ανταλλαγών θα διατυπωθούν στο εκτελεστικό πρόγραμμα που αναφέρεται στο Άρθρο 8.

Άρθρο 6.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος συμφωνεί ν' αναλάβει όλα τα απαραίτητα μέτρα ώστε να διευκολύνει την εκτέλεση των έργων που θα αναληφθούν στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 7.

Οι αντικειμενικοί σκοποί της παρούσας Συμφωνίας θα υλοποιηθούν με την εφαρμογή ετήσιων προγραμμάτων που θα υιοθετηθούν από τα Συμβαλλόμενα Μέρη. Τα προγράμματα αυτά θα προσδιορίζουν την έκταση, τους τομείς και τις μορφές της συνεργασίας, συμπεριλαμβανομένων και των οικονομικών όρων και προϋποθέσεων.

Άρθρο 8.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν να συστήσουν Μικτή Ελληνο-Συριακή Επιτροπή για την επιστημονική και τεχνική συνεργασία, που θα αποτελείται από αρμόδιους κρατικούς λειτουργούς και ειδικούς ίσου αριθμού από κάθε χώρα. Η Επιτροπή θα συνέρχεται κάθε χρόνο στην Ελλάδα ή Συρία εκ περιτροπής και θα έχει τις εξής αρμοδιότητες:

α) Την κατάρτιση και εκπόνηση ετήσιων προγραμμάτων επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας και των αντίστοιχων εκτελεστικών προγραμμάτων.

β) Τον από κοινού συντονισμό και την επίβλεψη της εξέλιξης της συνεργασίας και την εξάλειψη όλων των εμποδίων που μπορεί να παρεμβάλλονται.

γ) Τη συγκρότηση ομάδων εργασίας σε ειδικότερα θέματα όπως η ρύθμιση των ανγκιών διαδικασιών για την εκτέλεση των αποτελεσμάτων των κοινών ερευνητικών προγραμμάτων.

Άρθρο 9.

Οι εκτελεστικές Υπηρεσίες, στις οποίες ανατίθεται η εκτέλεση της παρούσας Συμφωνίας θα είναι, από την ελληνική πλευρά το Υπουργείο Συντονισμού (η Υπηρεσία Επιστημονικής Έρευνας και Τεχνολογίας και η Γενική Διεύθυνση Διεθνών Οικονομικών Σχέσεων) και από τη συριακή πλευρά η Κρατική Επιτροπή Προγραμματισμού.

Άρθρο 10.

Τα πρωτόκολλα ή συμβόλαια, στα οποία θα στηριχθεί η ανάπτυξη της συνεργασίας μεταξύ των οργανισμών, επιχειρήσεων και ιδρυμάτων που ασχολούνται με την επίσημη και τεχνολογία στις δύο χώρες, θα υπογραφούν σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς που ισχύουν σε κάθε χώρα. Τα εν λόγω πρωτόκολλα ή συμβόλαια θα καλύπτουν τα θέματα αμοιβών για χορήγηση άδειας χρήσεως τεχνολογικών γνώσεων (know-how) και ευρεσιτεχνιών, ανταλλαγής ευρεσιτεχνιών και των όρων που θα διέπουν την αμοιβαία εφαρμογή τους, τις συνθήκες ή την εισαγωγή στην παραγωγή και άλλα σχετικά θέματα.

Άρθρο 11.

Η παρούσα Συμφωνία θα ισχύσει από την ημέρα ανταλλαγής των κυρωτικών εγγράφων μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών και για χρονικό διάστημα 4 ετών. Στη συνέχεια, θα ανανεούται αυτομάτως για μία ακόμη τετραετία, εκτός εάν καταγγελθεί γραπτώς από το ένα των Συμβαλλόμενων Μερών 6 μήνες πριν από τη λήξη της. Στην περίπτωση καταγγελίας της Συμφωνίας, τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα ρυθμίσουν με ειδικές διατάξεις όλα τα εκκρεμή θέματα στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας.

Υπογράφηκε στην Αθήνα, την 21 Ιουλίου 1979, σε 3 πρωτότυπα, στην ελληνική, αραβική και αγγλική γλώσσα, που όλα έχουν την ίδια ισχύ. Σε περίπτωση διαφοράς των κειμένων, θα επικρατεί το αγγλικό κείμενο.

Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας	Για την Κυβέρνηση της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ	Δρ. GEORGE HORANTEH
Υπουργός Συντονισμού	Υπουργός Προγραμματισμού

AGREEMENT

on Scientific and Technical Cooperation between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Syrian Arab Republic.

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the Syrian Arab Republic (hereinafter referred to as «The Contracting Parties»).

Bearing in mind the friendly relations existing between the two States and their peoples;

Desiring to further strengthen and promote these friendly relations on the basis of equality and mutual benefits;

Recognizing the benefits to be derived by the two countries from closer scientific and technical cooperation;

Have agreed as follows:

Article 1.

The Contracting Parties undertake to develop their scientific and technical cooperation and the exchange of technical knowledge for promoting the economic development of the two countries.

Article 2.

The Contracting Parties undertake to promote and facilitate the implementation of projects and programmes arising out of such scientific and technical cooperation in accordance with the objectives of social and economic development of their respective countries.

Article 3.

The scientific and technical cooperation provided for by the present Agreement shall cover the following fields :

- a) Exchange of scholarships for specialized training, in accordance with procedures to be determined by mutual agreement;
- b) Exchange of scientists, research workers, experts, specialists, scholars, consultants and technicians;
- c) Joint promotion of studies and schemes likely to contribute to the social and economic development of the two countries and to encourage technical cooperation between respective organizations, institutions and enterprises ;
- d) Joint identification of scientific and technical problems, formulation and implementation of joint research programmes, which may lead to the application of the results of such research to industry (including chemicals, foodstuff, engineering), agriculture (including animal husbandry and fishing) and other fields, and exchange of experience and know-how resulting therefrom ;
- e) All other forms of scientific and technical cooperation including practical in-job training for craftsmen (in modern and traditional crafts), technicians and executive personnel as may be mutually agreed between the Contracting Parties ;
- f) Exchange and or coordination of scientific and technical information, specifications and documentation ;
- g) Organization of bilateral scientific and technical seminars and training courses converging problems of interest to the two countries.

Article 4.

The exchange of training scholarships and experts referred to in Article 3, paragraphs (a) and (b), of the Agreement will include the fields of agriculture, land reclamation and irrigation, electricity, industry, tourism, mining, oil and geology, telecommunications, transportation and other fields as may be mutually agreed upon in the annual programmes of cooperation.

Article 5.

The financial conditions for such exchanges shall be laid down in the Executive Programmes referred to in Article 8.

Article 6.

Each Contracting Party agrees to take all necessary measures to facilitate the fulfilment of tasks to be executed in conformity with the present Agreement.

Article 7.

The objectives of this Agreement shall be realized through the implementation of programmes agreed upon annually by the Contracting Parties. Such programmes shall specify the range, subjects and forms of cooperation including the financial terms and conditions.

Article 8.

The two parties agree to constitute a Joint Greek-Syrian Committee for Scientific and Technical Cooperation composed of an equal number of competent government officials and experts from each country. The Committee will meet every year in Greece or Syria alternatively and will be responsible for :

- a) the formulation and elaboration of annual programmes of scientific and technical cooperation and the corresponding Executive Programmes;
- b) the joint coordination and supervision of the level of progress of the cooperation and the elimination of all obstacles that may impede it ;
- c) the organization of working groups for specialized subjects, such as arranging for the necessary procedures for the implementation of the results of the joint research projects.

Article 9.

Executive Agencies entrusted with the implementation of the present Agreement will be, on the Hellenic side the Ministry of Coordination (Scientific Research and Technology Agency and the General Directorate for International Economic Relations) and on the Syrian side the State Planning Commission.

Article 10.

Protocols or contracts, which shall be basis for developing cooperation between organizations, enterprises and institutions concerned with science and technology in the two countries, shall be signed in accordance with the laws and regulations in force in each country. Such protocols or contracts would cover the compensation for licencing know-how or utilization of patents, exchange of patents and conditions governing their joint application, conditions or introduction in production and related matters.

Article 11.

The present Agreement shall come into effect upon exchange of the instruments of ratification between the Contracting Parties, and shall remain in force for a period of four years. Thereafter, it shall be automatically renewed for a further period of four years, unless one of the Contracting Parties gives to the other written notice of its intention to terminate this Agreement six months before it expires. In case of termination of the Agreement, the Contracting Parties shall settle, through special arrangements, all outstanding matters undertaken within the framework of this Agreement.

Done in Athens on the 21st day of July 1979 in three originals, in the Arabic, Hellenic and English languages, all texts being equally authentic. In case of doubt, the English text shall prevail.

For the Government of the Hellenic Republic	For the Government of the Syrian Arab Republic
CONST. MITSOTAKIS Minister of Coordination	Dr. GEORGE HORANTEH Minister of State For Planning Affairs

Άρθρο δεύτερο.

Πρωτόκολλα — Πρακτικά που καταρτίζονται σε εκτέλεση της Συμφωνίας από τη Μικτή Επιτροπή του άρθρου 8 αυτής εγκρίνονται με κοινή απόφαση των αρμόδιων κατά περίπτωση Υπουργών.

Άρθρο τρίτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 15 Ιουνίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ	ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΑΛΑΞΑΡΗΣ	ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ	ΔΗΜΟΣΙΩΝ ΕΡΓΩΝ
ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ	ΑΠ. ΑΘ. ΤΣΟΧΑΤΖΟΠΟΥΛΟΣ
ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΠΟΣΤ. ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ	ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ
ΓΕΩΡΓΙΑΣ	ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΦΥΣΙΚΩΝ ΠΟΡΩΝ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΗΜΙΤΗΣ	ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΚΟΥΛΟΥΜΠΗΣ
ΕΡΕΥΝΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ	ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΛΙΑΝΗΣ	ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΑΚΡΙΤΙΔΗΣ
ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ	
ΓΕΩΡΓ. ΚΑΤΣΙΦΑΡΑΣ	

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 16 Ιουνίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ